

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

**La République de Chypre: 50
ans après**

**The Republic of Cyprus: 50
Years After**

Edited by / Sous la direction de
Stephanos Constantinides

With Associate Editors / Avec la collaboration de
Christos Iacovou & Thalia Tassou

Contributors / Contributions de
Jean Antoine Caravolas

Jean Catsiapis

Stephanos Constantinides

Giorgos Georgiou

Maria Herodotou

Christos Iacovou

Phivos Klokkaris

Despina Michael

Lefteris Papaleontiou

Fotini Katy Mirante-Psaltakis

Volume 19, No. 2, Autumn/Automne 2011

2

Chronologies

Chypre 1^{er} avril - 15 novembre 2011

7 avril: 3000 Chypriotes turcs ont manifesté en zone occupée de Nicosie pour dénoncer un plan d'austérité imposé par la Turquie ainsi que la présence de l'armée sur l'île envoyée par Ankara. Deux manifestations similaires ont eu lieu en janvier et mars 2011 .

21 mai: Elections législatives à la Chambre des Représentants. Le parti DISY (Rassemblement démocratique), formation de droite remporte les élections avec 34,28% des voix et 20 sièges sur 56. Le parti communiste AKEL du président de la République Dimitri Christofias obtient 32,67% des suffrages et 19 sièges. Suivent le parti DIKO (parti démocratique) avec 15,76% et 9 sièges, le parti socialiste EDEK avec 8,93% et 5 sièges, le parti européen EVROKO 3,88% et 2 sièges et le parti écologiste KOP avec 2 ,21% et 1 siège .

2 juin: Yannakis Omirou, président du parti socialiste EDEK est élu président de la Chambre des Représentants grâce notamment au soutien du parti de droite DISY.

11 juillet: Explosion sur la base navale de Mari qui a tué 13 personnes et détruit la principale centrale électrique de Chypre. Les dégâts causés par l'explosion sont évalués à 1 milliard d'euros. Le ministre de la Défense Costas Papacostas et le ministre des Affaires étrangères Marcos Kyprianou présentent leur démission.

28 juillet: Le gouvernement dans son ensemble présente sa démission au président Christofias.

5 août: Nouveau gouvernement chypriote: Mme Erato Kozakou-Marcoullis est nommée ministre des Affaires étrangères et Dimitri Eliadès devient ministre de la Défense.

10 août: L'agence de notation Fitch dégrade de 2 crans à BBB la dette souveraine de Chypre.

26 août: Le gouvernement chypriote présente un plan d'austérité adopté par la Chambre des Représentants de 600 millions d'euros dont le but est de ramener le déficit à 2,5% du PIB en 2012.

19 septembre: Malgré les protestations de la Turquie la société américaine *Noble Energy* commence pour le compte de la République de Chypre ses forages de gaz naturel au large des côtes de cette île.

3 octobre: La commission d'enquête sur l'explosion de Mari présidée par Polys Pliviou constate que le rôle du président Christofias dans cette explosion est «direct, spécifique, sérieux et sans ambiguïté».

4 octobre: Nicos Anastasiadès, chef du parti DISY, appelle à la démission du président Christofias à la suite des conclusions de la commission d'enquête mettant en cause la responsabilité du chef de l'Etat chypriote dans l'explosion de Mari.

6 octobre: le «ministre des affaires étrangères» de la «République turque de Chypre nord», Hussein Ozgurkiour, déclare au quotidien turc *Milliyet* que 100 000 Chypriotes turcs possèdent un passeport de la République de Chypre.

27 octobre: L'agence Standard & Poor's a abaissé la note de Chypre d'un cran à BBB en raison de l'exposition de l'économie chypriote à la dette grecque.

1^{er} novembre: Le Secrétaire général de l'ONU déclare que les discussions entre le président Christofias et Dervis Eroglu, le chef de la communauté chypriote turque, tenues les 29 et 30 octobre à Gentree près de New York «ont été positives».

10 novembre: Le ministre turc des affaires européennes Egemen Bagis déclare que l'interdiction faite aux navires et avions chypriotes de se rendre en Turquie sera levée le jour où les compagnies aériennes étrangères pourront desservir l'aéroport de Tymbou en zone occupée de Chypre.

15 novembre: 28^{ème} anniversaire célébré en zone occupée de la proclamation d'indépendance de la «République turque de Chypre nord». Le Premier ministre turc, T. Erdogan, déclare que la «RTCN» avance depuis 28 ans comme un Etat indépendant, qui soutient le dialogue et le compromis.

GRECE 1^{er} avril – 15 novembre 2011

30 avril: Décès à l'âge de 89 ans de Lakis Santas, qui, le 31 mai 1941, a arraché avec Manolis Glézos le drapeau nazi flottant sur l'Acropole d'Athènes.

11 mai: Grève générale contre le plan d'austérité imposé par le gouvernement de Georges Papandréou.

17 juin: A la suite de l'échec de la formation d'un gouvernement d'union nationale le Premier Ministre Grec remanie son gouvernement formé uniquement de ministres appartenant au parti socialiste Pasok. Evangelos Venizelos remplace au ministère des finances Georges Papaconstantinou et obtient le rang de Vice Premier ministre.

21 juin: Vote de confiance au gouvernement par 155 voix sur 300.

29-30 juin: Vote sur le plan grec d'ajustement et de la loi d'application de ce plan, qui prévoit d'ici 2015 des économies budgétaires de 28,4 milliards d'euros et des privatisations de 50 milliards.

1^{er} juillet: Le Parlement par 206 voix contre 9 vote le renvoi devant le tribunal spécial de l'ancien ministre du Pasok, Akis Tsochatzopoulos avec l'accusation de corruption lors de l'achat par la Grèce de sous-marins de type 214.

21 juillet: Deuxième plan de sauvetage de la Grèce par l'Union européenne et le FMI d'un montant de 158,6 milliards d'euros.

16 août: La Finlande signe un accord avec la Grèce concernant le collatéral attaché aux prêts consentis par Helsinki à Athènes dans le cadre du plan de sauvetage du 21 juillet. Berlin dénonce l'exigence de la Finlande de garanties pour ces prêts.

28 août: Décès de Léonidas Kyrkos, personnalité de la gauche grecque à l'âge de 87 ans.

29 septembre: Le Bundestag ratifie le plan de sauvetage de la Grèce du 21 juillet.

19 et 20 octobre: Grève générale contre l'adoption d'un nouveau plan d'austérité. 125 000 personnes manifestent dans les grandes villes de Grèce. Un mort en marge de la manifestation d'Athènes. Mme Louka Katseli, ancien ministre du Travail, est exclue du Pasok pour avoir voté contre un article du plan d'austérité- adopté par le Parlement hellénique- prévoyant le gel de conventions collectives.

21 octobre: Les ministres des Finances de la zone euro demandent aux banques privées d'accepter une perte d'au moins 50% de la valeur de la dette de la Grèce à leur égard.

27 octobre: Le Conseil européen décide d'alléger la dette de la Grèce: les banques acceptent de renoncer à 50% de leurs créances soit 100 milliards d'euros.

28 octobre: Des manifestants anti-austérité perturbent dans plusieurs villes de Grèce les cérémonies de la fête nationale et obligent le président de la République Karolos Papoulias à quitter la tribune officielle à Thessalonique.

31 octobre: Le Premier ministre annonce la tenue d'un referendum pour le 4 décembre afin de faire approuver le dernier plan de sauvetage de la Grèce décidé le 27 octobre par l'Union européenne. Réactions négatives en Grèce et dans les capitales européennes sur ce projet de referendum, qui est abandonné.

4 novembre: Le gouvernement Papandréou obtient un vote de confiance du Parlement par 153 voix contre 145.

9 novembre: Démission du Premier ministre Georges Papandréou et de son gouvernement.

10 novembre: Nomination sur proposition du Pasok, de la Nouvelle démocratie et du parti Laos, de Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne au poste de Premier ministre.

11 novembre: Prestation de serment du gouvernement de Papadémos, formé de ministres issus du Pasok, de la Nouvelle Démocratie et du Laos.

14 novembre: Le Premier ministre Papadémos, qui demande un vote de confiance aux députés - accordé, le 16, par 255 voix contre 38 - expose que la Grèce aura besoin d'un nouveau programme d'ajustement pour redresser son économie et que les 100 jours donnés à son gouvernement ne suffiraient pas à accomplir cette tâche. Antonis Samaras, président de la Nouvelle démocratie, indique son soutien aux mesures déjà approuvées pour tenter de sortir le pays de la crise mais précise que son parti ne voterait pas de nouvelles mesures d'austérité. Il affirme aussi qu'il est hostile à toute politique qui empêcherait la reprise économique et ne signerait pas de lettre d'engagement demandée par Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, en ajoutant que sa parole suffisait.

15 novembre: Selon l'Autorité des statistiques grecques le PIB a reculé de 5,2%

au 3^{ème} trimestre 2011 par rapport à la même période de 2010 , soit une contraction de 15% depuis le début de la crise. La Commission européenne prévoit un recul de 2,8% en 2012 et une reprise de la croissance en 2013 avec une progression du PIB de 0,7%.